

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SPS/N/CAN/29

16 septembre 1997

(97-3659)

Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires

NOTIFICATION

1. Membre de l'Accord adressant la notification: <u>CANADA</u> Le cas échéant, pouvoirs publics locaux concernés:
2. Organisme responsable: Santé Canada
3. Produits visés (numéro(s) du tarif figurant dans les listes nationales déposées à l'OMC. Les numéros de l'ICS peuvent aussi être indiqués, le cas échéant): Limites maximales de résidus à l'égard des produits chimiques agricoles
4. Intitulé et nombre de pages du texte notifié: Modification proposée au Règlement sur les aliments et drogues (1000) (pages 2692-2694)
5. Teneur: Au nom de la santé et de la sécurité du public, Santé Canada (SC) établit des limites maximales de résidus (LMR) à l'égard des produits chimiques agricoles présents dans les aliments, en s'appuyant sur des doses journalières admissibles (DJA) déterminées de façon scientifique. Pour évaluer la sécurité des résidus de pesticides dans les aliments, SC se fonde sur l'examen critique de toutes les données scientifiques disponibles, calcule la dose journalière théorique du résidu, puis la compare à la DJA déterminée à la suite de tests exhaustifs et de l'application d'un facteur de sécurité suffisant. En règle générale, les LMR sont établies pour les matières premières agricoles. Conformément à sa politique de longue date, SC applique ces LMR aux aliments transformés obtenus à partir de ces matières premières. Les évaluations de l'innocuité effectuées par SC tiennent compte de l'application de LMR aux aliments transformés. Cette façon de faire est conforme à celle de pays comme les Etats-Unis et l'Australie, et d'organismes comme le Programme mixte Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture/Organisation mondiale de la santé (FAO/OMS) sur les normes alimentaires de la Commission du Codex Alimentarius. Des LMR ne sont établies pour les aliments transformés qu'au cas par cas, lorsqu'on le juge nécessaire pour protéger la santé de la population. Pour garantir clarté et cohérence dans l'application des LMR, il est proposé de modifier le Règlement de manière que celui-ci stipule que les LMR fixées pour les aliments transformés sont les mêmes que celles établies pour les matières premières agricoles à partir desquelles les aliments transformés sont obtenus.

6. Objectif et justification:	Protection de la santé et de la sécurité humaine
7. Il n'existe pas de norme, directive ou recommandation internationale []. S'il existe une norme, directive ou recommandation internationale, indiquer, si possible, les dérogations à celle-ci:	En accord avec les recommandations internationales
8. Documents pertinents et langue(s) dans laquelle (lesquelles) ils sont disponibles:	Gazette du Canada, Partie I, 6 septembre 1997
9. Date projetée pour l'adoption:	Non cité
10. Date projetée pour l'entrée en vigueur:	Non cité
11. Date limite pour la présentation des observations:	20 novembre 1997 Organisme ou autorité désigné pour traiter les observations: Point national d'information
12. Entité auprès de laquelle le texte peut être obtenu:	point national d'information [X] ou adresse, numéro de téléfax et adresse électronique (le cas échéant) d'un autre organisme: